

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE CATEGORIE 2. COORDINATION SPS NIV 2 <

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993, ses décrets d'application et l'arrêté du 25 février 2003 fixant la liste des travaux à risques particuliers

Travaux reprise de bardages sur bâtiment - LRSF de l'EPSM de la Roche sur Foron (74) - 530, rue de la Patience 74800 La Roche sur Foron



CBAT SARL

21 BOULEVARD COSTA DE BEAUREGARD
Seynod 74600 Annecy

Tél. 04 50 45 42 01 / 06 12 79 55 40

Mail : m.batchamen@cbatconsult.com

Réf : 2026-74800-02

Coordonnateurs SPS

Conception : MOUSSA BATCAMEN

Réalisation : MOUSSA BATCHAMEN

Evolutions

Version initiale

25/05/2026

Sommaire

Préambule	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier	6
Présentation du projet	6
• Description succincte du projet	6
• Situation géographique	6
• Description synthétique de l'environnement.....	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
Intervenants concernés par l'opération	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	7
• Organismes institutionnels de la prévention.....	7
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	7
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS	8
Description de l'environnement et des servitudes.....	8
• Horaires et contraintes de livraisons	8
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins	8
• Par rapport aux piétons	8
• Par rapport aux interdictions de survol.....	8
• Grues mobiles :	8
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :.....	9
• Vérification des appareils et des accessoires de levage.....	9
• Autorisation de conduite.....	9
• Par rapport aux établissements en activité	9
• Par rapport aux interdictions de survol.....	10
• Par rapport au terrain	10
• Par rapport aux transports.....	10
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	10
• Par rapport à la nature du sol.....	10
• Voieries	10
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	10
• Amiante	10
• Plomb	10
Accès au chantier	10
• Véhicules et personnel	10
• Points particuliers	10
• Fléchage - Signalétique d'accès	11
• Affichage	11
• Cheminements internes	11
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier	11
• Visite de chantier.....	11
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)	11
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	12
• Infrastructures de chantier.....	12
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	12
• Protections collectives.....	12

• Affectation des installations de chantier.....	12
Installations de chantier.....	13
• Plan d'installation de chantier.....	13
• Organisation.....	13
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier :	13
• Recherche des zones d'installation du cantonnement.....	13
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier :	13
• Clôtures	13
• Stockage des « déblais et démolitions »	13
• Affectation des installations de chantier.....	14
• Dimensionnement du cantonnement.....	14
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel	14
• Secours	14
• Nettoyage et entretien du cantonnement	14
Autorisations administratives et démarches diverses	15
Autorisations administratives et démarches diverses	15
Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent ..	16
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	16
• Généralités	16
• Circulations des piétons	16
• Circulations horizontales et verticales	16
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage.....	17
• Généralités	17
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA).....	17
• Grues mobiles :	17
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :	17
• Vérification des appareils et des accessoires de levage.....	18
• Autorisation de conduite.....	18
• Limitation du recours aux manutentions manuelles	18
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement.....	18
Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux	18
• Approvisionnements	18
• Magasins	18
Travaux de désamiantage.....	19
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	19
• Evacuation des déchets	19
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	19
• Matières et substances dangereuses.....	19
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier	19
Protections collectives	19
Travail en hauteur	19
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	20
Travaux de retrait du plomb	21
Travail en hauteur	21
Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	22
Respect des contraintes du site	22
• Horaires de chantier imposés.....	22
• Horaires et contraintes de livraisons	22

Site en exploitation	22
• <i>Risque incendie</i>	22
• <i>Evacuation des personnes en cas d'incendie</i>	22
Exploitations et chantiers limitrophes ou prévus	22
Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	23
Nettoyage du chantier	23
• <i>Règles générales de nettoyage du chantier</i>	23
Démarche environnementale, tri des déchets	23
• <i>Objectifs</i>	23
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière	24
Organisation des secours	24
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	24
Infirmier	24
Dispositions en cas de travail isolé	24
Risque incendie	25
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants	26
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage	26
Visite d'inspection commune	26
Etablissement d'un PPSPS	27
Diffusion des PPSPS	27
Observations du coordonnateur SPS	27
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour	28
Mise à jour du PGC	28
Sous-traitant	28
Travailleurs Indépendants	28
Travail dissimulé	29
Prêt de main d'oeuvre	29
Recensement des accidents du travail	29
Travaux à risques spécifiques	29
Prévention des risques liés aux maladies professionnelles	30
• <i>Mesures générales</i>	31
• <i>Air</i>	31
• <i>Bruit</i>	31
• <i>Conditions de travail</i>	31
• <i>Travaux avec des produits dangereux</i>	32
• <i>Protection incendie</i>	32
CISSCT	32
Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)	33

Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CSE, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier

PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet

Le projet concerne les travaux de reprise de bardages sur bâtiment - LRSF de l'EPSM de la Roche sur Foron (74) - 530, rue de la Patience 74800 La Roche sur Foron .

Opération :

De ce fait, il y aura : application du décret de 94 pour l'ensemble des travaux.

Description du programme des travaux

- ⇒ travaux préparatoires.
- ⇒ Installation chantier
- ⇒ Travaux Réfection bardages fibrociment
- ⇒ Finitions diverses

Situation géographique

Le Projet se situe sur la Commune de la Roche sur Foron , 530 Rue de la Patience 74800 La Roche sur Foron

Bâtiment concerné : structure ambulatoire sur 2 niveaux.

1 rez de jardin comprenant parc de stationnement public plus personnel, un local sous station, un local traitement d'air.

1 rez de chaussée comprenant 4 entités d'activité pour HOPITAL DE JOUR.

Les façades concernées du BATIMENT AMBULATOIRE se situent à l'intérieur d'un établissement sensible clos et sécurisé : EPSM

(ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE MENTALE) avec des cheminements piétons et voitures.

Description synthétique de l'environnement

Le projet se situe dans un bâtiment en activité. Ainsi les travaux s'effectueront dans les conditions de site clos et indépendants.

Le chantier se déroule en milieu hospitalier occupé, à côté de services médicaux en fonctionnement et en contact potentiel avec des patients. Vous devez être particulièrement vigilants en ce qui concerne les règles d'hygiène et de sécurité.

Chaque entrepreneur, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux services avoisinants, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Avant le démarrage des travaux, la Maîtrise d'Ouvrage devra diligenter auprès d'un commissaire priseur les démarches en vue de faire établir un constat contradictoire d'état des lieux sur site en présence des Entreprises désignées, du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre.

Tout désordre non constaté par les différentes parties avant les travaux sera à réparer à la charge de l'entreprise.

Au moindre doute concernant un réseau ou matériel existant, il est impératif de prévenir les services techniques afin de ne pas perturber le fonctionnement de l'établissement.

La sécurisation des locaux, de l'outillage et des matériaux par rapport au public (vol, accident, agression, ...) et fermeture systématique des portes d'accès au chantier sont obligatoire.

Les entreprises prendront toutes dispositions pour le respect des consignes d'interventions exigées par ce type d'opération à savoir :

- la protection des ouvrages existants et du mobilier suivant la nature des occupations.
- la réduction au maximum du bruit engendré par les travaux.
- le respect des horaires de travail si imposé par la Maîtrise d'Ouvre hors samedi et dimanche.
- l'utilisation de personnel de confiance habitué à ce genre d'interventions. L'entreprise intégrera également dans son offre les difficultés liées à l'approvisionnement des matériaux (levage, protection des ouvrages existants...).

Les travaux bruyants générant des nuisances continues (piquage, disquage, surfacage, sciage, etc...) **seront réalisés de 8h à 13h.**

L'utilisation de postes de radio ou de diffuseur de musique **est interdite** afin de minimiser l'impact sonore des interventions.

Aucune benne, même fermée, ne sera autorisée sur site durant toute la durée des travaux.

Il appartiendra à chaque entreprise d'évacuer quotidiennement les déchets qu'elle aura générée et de les acheminer en dehors du site.

Protections collectives et saut de loup - dispositions provisoires pour accès toiture haute Fourniture, pose et adaptation de filets ou garde-corps provisoires pour protection des ouvriers pendant les travaux : sur toiture terrasse provisoire Fourniture et pose d'un saut de loup provisoire pour enjamber l'acrotère haute (accès toiture terrasse sommitale depuis terrasse intermédiaire)

Protections des installations et des personnes (pieds de façade) : interventions en site occupé - clôtures HERAS de hauteur 2,00 M

Les façades concernées du BATIMENT AMBULATOIRE se situent à l'intérieur d'un établissement sensible clos et sécurisé : EPSM

(ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE MENTALE) avec des cheminements piétons et voitures.

L'entreprise devra prévoir toutes les clôtures et délimitations nécessaires pour protéger ses zones d'interventions.

Fourniture et pose de clôture HERAS de hauteur 2,00 M sur plots amovibles pour délimitation des espaces chantier.

Aménagement des issues de secours en contact avec les zones de travaux avec l'installation de tunnels de protection.

Portails incorporées avec chaînes et cadenas (cadenas à code)

Affichage signalétiques réglementaires (chantier interdit aux publics, port du casque obligatoire, etc...)

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront suivant planning Maîtrise d'œuvre joint au DCE dans un délai 2 mois .

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

Maîtrise d'Ouvrage

EPSM 74 530, rue de la Patience 74800 LA ROCHE SUR FORON	Monsieur JOSSERMOZ Marc Responsable travaux et maintenance	JOSSERMOZ-M@ch-epsm74.fr
---	--	--

Maîtrise d'œuvre

TEC LM 326, Faubourg Montmélian 73000 CHAMBERY	M.Laurent MORIN	Tél : 04 79 33 11 11 P : 06 15 07 27 67 Mél : contact@tec-lm.com
---	-----------------	--

Coordonnateur SPS

CBAT SARL 21 Bd Costa de Beauregard Seynod 74000 Annecy	Titulaire : C : MOUSSA BATCHAMEN R : MOUSSA BATCHAMEN	06 12 79 55 40 04 50 45 42 01 09 56 19 26 81 cbatconsult@gmail.com m.batchamen@cbatconsult.com
---	---	--

Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

CARSAT

159, route de Closion 74330 POISY		04.50.66.68.00 04 50 66 68 09
--------------------------------------	--	----------------------------------

INSPECTION DU TRAVAIL

48, avenue de la République 74960 CRAN GEVRIER	INSPECTION DU TRAVAIL- Section 01	04.50.88.28.11 04.50.88.29.01 dd-74.inspection-section01@direccte.gouv.fr
---	--------------------------------------	---

OPPBTP (Isère - Savoie - Haute Savoie)

Bâtiment B Cassiopée 1er étage Rue des Tropiques 38130 ECHIROLLES	OPPBTP	04 76 46 92 68 04 76 85 32 16
---	--------	----------------------------------

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC simplifié la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

LEGENDE	L.C. : Lots Concernés	T.C.E. : Tous Les Corps d'Etat
---------	-----------------------	--------------------------------

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Les travaux seront exécutés dans un établissement hospitalier nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement et la sécurité des personnes. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, la circulation dans l'enceinte et les abords, les risques divers liés à l'exécution des travaux, etc..

Environnement

- ⇒ Le chantier est environné de zone fréquentée par les usagers.
- ⇒ Il est donc impératif de :
 - Tenir les zone travaux et les zones de stockage, clos et indépendants, avec fermeture en dehors de la présence des entreprises.
 - Tenir les zones de travaux, closes et indépendantes, par la mise en place de barrières et de balisages.,
 - Ne pas exporter en dehors du chantier de la boue, des gravats ou déchets,
 - Respecter les consignes applicables dans le site et détaillé dans la notice procédure d'intervention joint au DCE,
 - Dans tous les cas laisser les accès, les voies de circulation libres pour les véhicules de secours.
 - Rappel : le survol en charge par une grue, est interdit en dehors de l'enceinte du chantier, des travaux, des limites de l'opération.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Le chantier sera rendu indépendant des zones environnantes à savoir :

- La circulation desservant les zones stationnement, accès bâtiment existants et parkings.
- Emprise : Les conditions seront définies entre les parties, sans rétribution supplémentaire, à la charge de chaque titulaire, y compris toutes les sujétions liées à la largeur de l'emprise des travaux, de celle sous circulation.
- Il est interdit de faire du feu sur le chantier.

Par rapport aux piétons

Les cheminements piétons existant dans l'enceinte et les abords seront maintenu et identifié entre l'installation des entreprises et la zone de chantier durant les travaux.

- ⇒ Reconnaissance des lieux, des pratiques, des trafics et leurs évolutions, des circulations et des cheminements, lors de l'accueil sécurité du site.
- ⇒ Les travaux devront être réalisés après information des salariés des conditions de travail.
- ⇒ Les entreprises devront préciser par écrit à leur personnel, les consignes pour limiter la gêne des usagers, par la mise en place permanente de clôtures et de cheminements bien définis.

T.C.E.

Par rapport aux interdictions de survol

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage en charge en dehors des zones travaux, des voies circulées (véhicules, piétons), des bâtiments occupés. Pour les grues, un plan d'implantation et de survol sera fait et présenté à l'approbation du CSPS si plusieurs grues sont montées, les zones d'interférence seront notifiées sur le plan. Un plan de grutage et un mode opératoire seront nécessaires pour chaque intervention de grues mobiles à bras télescopique, transmis au Maître d'Oeuvre et au coordonnateur pour avis.

- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1^{er} mars 2004).
- Les Entreprises du Lot 01 & Lot 02 pourront le cas échéant formuler une demande d'autorisation ponctuelle de survol pour le remplacement des menuiseries extérieures et autres intervention dont l'utilisation engins levage est requise.

Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

Pour gérer toute interférence, l'implantation d'une grue mobile fera l'objet d'une demande auprès du CSPS si le chantier est équipé d'une ou plusieurs grues.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention interentreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.
- Stockées selon les bonnes pratiques

La réutilisation des appareils de levage à usage unique est interdite, ces appareils devront être détruits systématiquement après leur utilisation.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur et du caces.

Par rapport aux établissements en activité

Les entreprises prendront toutes dispositions pour le respect des consignes d'interventions exigées par ce type d'opération à savoir :

- les difficultés d'accès dans les zones concernées par les travaux.
- la nécessité de laisser en fin de journée les zones travaux propres.
- l'utilisation des techniques n'engendrant pas de poussière (en cas d'impossibilité prévoir protections et nettoyage après coup).
- la protection des ouvrages existants et mitoyens.
- la réduction au maximum du bruit engendré par les travaux.

CONTRAINTES SUR ZONE ACCES PARKINGS COUVERTS : l'accès pourra être neutralisée pendant une courte période (ACCORD)

FAVORABLE DE L'ETABLISSEMENT) : maximum 2 semaines pour effectuer la façade au dessus de l'entrée aux parkings.

Par rapport aux interdictions de survol

Interdiction absolue de survol au-dessus des bâtiments de l'EPSM74 sans autorisation préalable du représentant habilité de l'EPSM74.

Par rapport au terrain

Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer qu'après le nettoyage, la mise en place des clôtures de chantier en limite de zones.

Par rapport aux transports

- Il sera pris en compte la circulation sur les voies desservant les zones travaux.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

- ⇒ Il sera nécessaire de contacter l'ensemble des exploitants pour les réseaux, et exiger la communication des plans des réseaux lorsqu'ils existent.
- ⇒ L'existence d'autres réseaux sera à vérifier sur site.
- ⇒ Toutes les interventions au droit des réseaux repérés ne débuteront que sur approbation des Services concernés.
- ⇒ Ils seront entrepris après s'être assuré que tous les éléments de sécurité collective soient en place, et notamment la consignation de réseaux.
- ⇒ Toute procédure de travail doit être validée par le Maître d'Ouvrage réseau ou l'exploitant.
- ⇒ Les croisements ou travaux à proximité d'autres réseaux divers devront être répertoriés sur plan, à charge de l'entreprise titulaire.
- ⇒ Les travaux au droit des lignes HT devront respecter les directives du décret de 1965 art.171 à 181 et de l'arrêté du 2 avril 1991 selon le cas. Les distances à respecter pour les lignes aériennes sont de 3 m pour la tension inférieure à 50 000 V, 5 m pour une tension supérieure à 50 000 V.
- ⇒ Canalisations électriques enterrées : lors de l'intervention des engins pour des distances < à 1.50m, implantations, repérages, sondages obligatoires.
- ⇒ Travaux:
 - Avant le début des travaux, suivre les directives des services, approbation des méthodes de travail, des modes opératoires par le Maître d'Ouvre, le CSPS
 - Les travaux au droit des voies devront être approuvés par les services du site.

T.C.E.

Par rapport à la nature du sol

Il y a lieu de consulter les rapports des sondages préliminaires qui seront effectués par les entreprises désignées avant le démarrage des travaux proprement dite.

Voieries

Sans objet

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante seront joints au PGC directement par la Maîtrise d'Ouvrage lors du DCE le cas échéant. Suite échange avec le BET TEC LM, nous avons bien noté que le Mur concerné a été réalisé en 2014 donc non concerné par la loi réagissant les ouvrages contenant de l'amiante.

Plomb

Dito amiante

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès chantier se fera par l'entrée principale de l'EPSM74.

Points particuliers

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises sera autorisé uniquement sur les zones mises à disposition par l'EPSM74.

Fléchage - Signalétique d'accès

- ⇒ L'accès au chantier : l'itinéraire d'accès devra être fléché CHANTIER ", avec identification « **Chantier Travaux reprises bardages BAT TRSF - EPSM74** » ajout d'une couleur et / ou d'un numéro en adéquation avec le plan de secours de chaque site, de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutiles, susceptibles de détériorer les voiries existantes, de permettre un meilleur accès pour les secours.
- ⇒ L'entrepreneur mettra en place une signalisation sur le parcours d'accès au chantier.
- ⇒ Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra un plan d'accès
- ⇒ **L'entreprise a la charge de la fourniture, de l'installation, l'entretien et de la dépose en fin de chantier des clôtures et des portails provisoires du chantier suivant les directives de l'OPC et de la maîtrise d'oeuvre**

Lot 01

T.C.E.

Le niveau de signalisation sera équivalent à celui du site sur lequel est réalisée l'opération :

- Panneau d'information présentant les principaux messages de sécurité, afin de servir de support d'accueil des nouveaux arrivants ;
- Panneau d'information sur les dangers, les protections collectives, les protections individuelles ;
- Panneau d'information sur les zones d'accès, de circulation, de stationnement et de stockage.

Affichage

Affichage obligatoire : PANNEAU STANDART CHANTIER BTP

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

- ⇒ Affichage obligatoire : panneaux (" PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE ", " CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ", " GILET DE SECURITE ", " PORT DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE ") sur chaque porte et portail, sur toutes les faces de la clôture, etc.
- ⇒ L'entreprise assurera pendant toute la durée de chantier le fléchage des entrées, des sorties, ainsi que le repérage des parkings (non exhaustif).

Réalisé par

Lot 01

Cheminements internes

- ⇒ Pour la base vie, la zone de chantier : panneaux de signalisation, déviations, fléchages, cheminements, entretien, barrières, K 16, etc., pendant toute la durée du chantier.

Lot 01

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Autorisation d'accès :

- ⇒ à obtenir auprès du CSPS en conformité avec le PGC.
- ⇒ Chaque entreprise informera ses salariés du plan de circulation à l'intérieur du site.
- ⇒ l'accès au chantier sera autorisé uniquement aux personnels annoncés par chaque titulaire du marché

Contrôle des accès :

- ⇒ Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, loueurs, commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques,...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.
- ⇒ L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.
- ⇒ Chaque entreprise remettra au Maître d'Œuvre, la liste nominative des intervenants.
- ⇒ Les fournisseurs sont placés sous la responsabilité de l'entreprise, qui leur transmettra les règles de circulation et les consignes.
- ⇒ Les intervenants sur le chantier doivent être identifiés (à préciser dans P.P.S.P.S.) : badge, casque, tenue vestimentaire avec logo, etc.

T.C.E.

Visite de chantier

- ⇒ Les visites de chantier organisées par le Maître d'ouvrage et (ou) le Maître d'Œuvre, seront placées sous la responsabilité du Maître d'Œuvre, en prenant en compte des mesures de protection et de sécurité supplémentaire, qui seront définies en étroite concertation, avec le ou les responsables de chantier et le coordonnateur sécurité. Les données telles que le nombre de visiteurs, les zones de chantier visitées, l'heure de la visite, seront prises en compte par l'ensemble des acteurs.

Réalisé par

Maître d'œuvre CSPS

Les entreprises devront impérativement se conformer à la procédure décrite sur le document « Accueil sécurité »

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation :

- ⇒ L'ensemble des personnels destinés à accéder au site des travaux aura à sa disposition l'équipement minimum adapté suivant (non exhaustif), complété selon l'activité particulière Décret n°93-41 du 11.03.1993 :
 - vêtements de travail adaptés, casque, protections auditives masque anti poussière adapté
 - chaussures ou bottes de sécurité
 - paire de gants, paire de lunettes de sécurité adaptées aux travaux en cours
 - harnais de sécurité antichute, gilet rétro réfléchissant, etc.
 - Équipement Masque Complet filtrant anti-gaz équipé pour les risques particuliers.
- ⇒ Pour les travaux salissants, l'entreprise mettra à disposition de ses salariés des vêtements de travail adaptés à leur activité, et veillera à ce qu'ils soient effectivement portés.
- ⇒ **Le respect du port des EPI reste sous l'entière responsabilité du chef d'entreprise pour ses salariés et de chaque salarié intervenant pour lui-même.**



EPI OBLIGATOIRES



UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Infrastructures de chantier

Le titulaire du Lot 03 aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble du personnel intervenants sur le chantier (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier) du site concerné par ses travaux.

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Les conditions ne permettent pas l'utilisation de matériel en commun.

Chaque entreprise devra mettre en place des moyens logistiques du chantier (moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, levage, gestion des déchets...).

La recommandation CNAMTS R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), édition décembre 2009, sera appliquée.

Protections collectives

Le titulaire de chaque lot aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

Affectation des installations de chantier

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier suivant besoin	Lot 01	Lot 01
Base de vie comprenant Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Compris vestiaire-réfectoire	Lot 01	Lot 01
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier mise à disposition par la Maîtrise d'Ouvrage	Lot 01	Lot 01
Coffrets électriques de chantier voir Eclairage des circulations communes chantier le cas échéant	Lot 01	Lot 01
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	Chaque entreprise fournit un tél portable à son personnel	Toutes les entreprises

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Aucune benne, même fermée, ne sera autorisée sur site durant toute la durée des travaux. Il appartiendra à chaque entreprise d'évacuer quotidiennement les déchets qu'elle aura générée et de les acheminer en dehors du site.	TCE	TCE

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier

A établir et à communiquer par le Lot 01

Le plan défini doit recevoir l'accord du Coordonnateur sécurité santé, du Maître d'œuvre. Ce plan fait apparaître notamment :

- la nature et l'implantation des clôtures et panneaux de chantier,
- les dispositions d'accès, de voiries provisoires, etc.
- les emplacements des engins de levage, bétonnière, aires de coffrage et ferrailage, dépôt de matériaux, dépôt de gravais,
- les emplacements des magasins, bureaux, cantines, et tous les locaux d'hygiène réglementaire, communs ou propres à chaque entreprise,
- les emplacements de stockage provisoire des terres ou autres matériaux.
- les voies de circulations (piétons, engins et véhicules)
- les équipements de protections diverses (extincteurs, etc..)
- les emplacements des bennes, téléphone du chantier, les signalisations diverses.
- les points de raccordements des divers fluides et énergies.
- les différents lieux de recette des matériaux ou matériel du chantier.

Organisation

- ⇒ **Toutes les dispositions seront prises sans limitation des prestations**, suivant les demandes du Coordonnateur, pour les clôtures, les accès et les fermetures provisoires, les barrières de chantier, la signalisation, fléchage de chantier, les aires de stockage, les aires de stationnement, les postes de travail, les protections des ouvrages, des lieux, l'adaptation des plates formes de travail, des protections collectives, les matériels et matériaux de protection, fosses et ouvrages pour recueillir les huiles, les eaux de gâchage, de lavage.
- ⇒ Les protections par bâchage, le balisage seront mises en place à l'intérieur, à l'extérieur, y compris le déplacement, la maintenance, etc.
- ⇒ Ces dispositions devront rendre les zones travaux inaccessibles aux personnes étrangères au chantier. également pour les personnes des locaux en activité.
- ⇒ À la charge de l'entreprise, le repliement de l'ensemble des installations de chantier, et remise en état des lieux.
- ⇒ La mise en place de l'organisation de chantier doit tenir compte des impératifs de secours.

T.C.E.

Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

- ⇒ **Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après curage des lieux.**
- ⇒ Aménagement des » accès », de la signalisation temporaire.
- ⇒ Mise en place des clôtures de chantier le cas échéant.
- ⇒ Les accès de tous types seront constamment praticables, et éclairés afin de permettre la circulation en toute sécurité du personnel et résidents.

Recherche des zones d'installation du cantonnement

Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

Compte tenu de la nature des travaux, les travaux de voirie chantier et attentes diverses ne seront pas réalisés.

Clôtures

Une clôture formée de panneaux adaptés (type Héras) ou équivalent (avec fixation au sol) devra être installée sur l'emprise des zones travaux extérieurs pour rendre le chantier clos de manière à bien rendre inaccessible aux personnes non autorisées, les zones à risques par Les Entreprises désignées suivant phasage des travaux.

Chaque entreprise assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

Toute la zone concernée par ce poste de travail sera fermée par une clôture de type HERAS ou équivalent.

Stockage des « déblais et démolitions »

Tous les matériaux seront évacués à la décharge par l'entreprise concernée.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

- Consommations électricité et eau : à la charge du compte prorata.
- Locations des bungalows, frais d'entretien des installations, dépenses d'intérêt commun : à la charge du compte prorata
- L'entretien de ces installations sera prévu pendant toute la durée du chantier.
- Les indications ci-dessous ne sont pas exhaustives et pourront évoluer suivant les nécessités de chantier, de planning.
- **L'installation de chantier sera validée avant sa mise en service, lors de la phase préparation de chantier.**

Dimensionnement du cantonnement

Installations sanitaires et vestiaires

Les obligations concernant les installations d'accueil, les vestiaires et les sanitaires dépendent de la durée du chantier. Pour des chantiers de plus de quatre mois, des installations sanitaires fixes doivent être prévues.

Pour des durées inférieures, des véhicules mobiles de chantier peuvent être utilisés.

En cas de retrait d'amiante, une unité de décontamination des salariés et des équipements doit être installée.

Les entreprises peuvent consulter en annexe les informations concernant les aides institutionnelles pour l'équipement en matériel dans le secteur du BTP

- ⇒ Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier. Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.
- ⇒ Les sanitaires vestiaires, réfectoire seront dimensionnés en fonction de l'effectif prévisionnel estimé, avec une adaptation si nécessaire suivant l'évolution imprévisible des salariés (modification des interventions, etc.
- ⇒ Les dispositions dans les domaines de l'hygiène, doivent respecter le décret du 8 janvier 1985 et notamment les articles du Code du Travail, les décrets 92-333 du 31 mars 2002 et 2002-1553 du 24 décembre 2002. Locaux en parfait état de propreté, éclairés, chauffés, ventilés, aérés en périodes chaudes.
- ⇒ Suivant fiche professionnelle OPPBTP N° H3 M 02 97 : Installation d'accueil des salariés sur chantiers.
- ⇒ Les installations communes sont à l'usage de tous. Les vestiaires ou coins repas « sauvages » ne sont pas admis. L'hébergement sur le site n'est pas autorisé.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

Les têtes de détection incendie du local doivent rester en fonctionnement pendant la durée des travaux.

Pour se faire, le service sécurité de l'EPSM neutralisera les têtes présentes dans la zone travaux de 8h à 18h les jours ouvrés.

Chaque jour la première et la dernière personne quittant le chantier doit signaler son départ au poste de sécurité.

Le bon fonctionnement de la détection de la zone chantier sera sous la responsabilité des entreprises présentes.

Stockage interdit dans les dégagements (couloirs, circulations, escaliers, sorties, issues de secours)

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le responsable du service Sécurité de l'EPSM devra être obligatoirement délivré tous les jours avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

Evacuation des personnes en cas d'incendie

Les entreprises veilleront à respecter les cheminements d'évacuation existants

Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	Lot 01	Lot 01
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)		

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

D.I.C.T : avant démarrage des travaux

- ⇒ Les entreprises devront transmettre leur Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux auprès des collectivités, services techniques, exploitants (titulaires du marché ou du lot),
- ⇒ L'entreprise demandera aux concessionnaires, exploitants de procéder au piquetage des canalisations.
- ⇒ Constat contradictoire (avant/pendant/après), par Huissier ou entre les parties.

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS de chaque lot	- Inspection du Travail - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Lot concerné
Autorisation d'installation de grue à tour suivant arrêté municipal du 14 mars 2003	Mairie La Roche sur Foron Services techniques EPSM74	Lot concerné
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques EPSM74	Lot concerné

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

De la part de chaque entreprise, chaque jour et en coordination avec les entreprises présentes sur le site :

- Vérification des protections collectives en place, des protections individuelles.
- Moyens en communs, survol de grues, etc.
- L'utilisation des accès pour livraisons, calage des plages horaires.
- Un rappel des consignes de sécurité se fera de manière hebdomadaire, après chaque reprise suite à un arrêt pour causes diverses, animé par l'encadrement. Cette méthode de rappel des consignes de sécurité sera précisée dans le PPSPS de chaque entreprise avec énumération des EPI spécifiques à l'activité.

Plans, schémas, de principe, pour modes opératoires, phasage, installation, accès, circulation :

- ⇒ Les entreprises établiront les plans et schémas nécessaires à leurs compréhensions à l'attention du Coordonnateur.
- ⇒ L'objet de ce chapitre est de prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de la Co-activité simultanée ou successive :
 - Simultanée dans le cas de l'interférence des travaux à risques particuliers avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, avec les usagers.
 - Successive dans le cas de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la liste.

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulation menant aux accès bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

Circulations des piétons

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

Circulations horizontales et verticales

Dans le cas où ceux-ci ne peuvent être installés immédiatement, les accès provisoires aux différents niveaux seront mis en place pour chaque trémie d'escalier de telle sorte qu'elles puissent satisfaire aux exigences de sécurité jusqu'à la mise en place des escaliers définitifs.

Les accès ponctuels en toiture (après réalisation de la couverture) se feront par les châssis avec utilisation des systèmes d'ancrage mis en place.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none">- protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction ;- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.	Lot concerné et suivant mode employé par les approvisionnements
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : <ul style="list-style-type: none">- Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier ;- Protection définitive fixée sur le limon.	Lot concerné et suivant mode employé par les approvisionnements

CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1^{er} mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.

Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier. L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Magasins

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

TRAVAUX DE DESAMIANTAGES

Sans Objet

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

Evacuation des déchets

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'évacuer ces déchets tous les jours avant départ chantier	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot 03I de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture...).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 avec bordereau de suivi des déchets.

Les déchets d'amiante friable ou non friable devront être évacués vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 avec bordereau de suivi des déchets amiantés suivant décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, articles R. 4412-111 à 113 du code du travail.

PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableaux).

Pour les réservations, chaque entreprise devra mettre en place son propre dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

Les boîtes de raccordement de chauffage ou d'électricité noyées dans les planchers seront protégées par un platelage sur lequel on puisse marcher.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux de faible hauteur	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.	Tout corps d'état

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier. Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	Lot concerné

TRAVAUX DE RETRAIT DU PLOMB

Se référer au document de l'INRS ED 909, qui prépare aux travaux à réaliser.

Non concerné

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	T.L.E.
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.	T.L.E.
Échafaudage de façade pour les travaux de bardages ou équivalent et les interventions en façades afin de permettre la réalisation des différentes interventions sous protections collectives	L'échafaudage sera mis en place par le lot 01 pour son intervention	Bardages extérieurs Mur BAT LRSF

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux en activité et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires de déroulement de chantier seront ceux applicables sur les chantiers de BTP en France et en fonction du site en activité sont pour les jours ouvrés du lundi au vendredi, matin de 08h00 à 12h00 et après-midi de 14h00 à 19h 00 hors samedi et dimanche.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de travaux ont été fixés de **8h à 18h**.

L'intervention des entreprises en dehors des créneaux horaires prévus ci-dessus, seront soumises à l'autorisation du Maître d'Ouvrage.

Il n'est pas prévu d'interventions de nuit, les dimanches et jours fériés.

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront les créneaux horaires suivants : de **14h à 16h**.

Pour les livraisons exceptionnelles, une demande devra être formulée auprès des services techniques de l'établissement une semaine à l'avance.

SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

Evacuation des personnes en cas d'incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Aucune benne, même fermée, ne sera autorisée sur site durant toute la durée des travaux.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne dédiée.
- Il appartiendra à chaque entreprise d'évacuer quotidiennement les déchets qu'elle aura générée et de les acheminer en dehors du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyés au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues pourra être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, à, n°, rue, en face de, téléphone
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

INFIRMERIE

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;

- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18 ou 112 depuis un portable.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none">- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour chaque lot ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none">- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94- art. L.4531-1 à L. 4531-18- art. R. 4532-38- art. R. 4532-95

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</p> <p>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.</p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none">- les consignes à observer et à transmettre ;- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.		

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots. L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS. L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail : <ul style="list-style-type: none"> – des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; – de l'entreprise sur les autres intervenants ; – de l'entreprise sur ses propres salariés. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

DIFFUSION DES PPSPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
La diffusion du PPSPS est la suivante : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS : <p>CBAT SARL 21 BD COSTA DE BEAUREGARD 74600 SEYNOD Mail : m.batchamen@cbatconsult.com ou cbatconsult@gmail.com</p> Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ; ⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel. ⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP : <ul style="list-style-type: none"> • pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ; • pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. 	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS. Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-13

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
entreprises concernées. Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.	Maître d'Oeuvre	

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire. Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées. Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS. S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier. Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination. La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1 ^{ère} catégorie).	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité. Ce document pourra être son propre PPSPS. A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS. Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS. Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

TRAVAUX A RISQUES SPECIFIQUES

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux en hauteur	Suivant le décret n° 2004-924 du 1 ^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective	L.C.
Travaux divers	Certains travaux sont susceptibles d'engendrer des risques, tant au niveau du salarié qui les exécute que du personnel situé à proximité de la zone. Les entreprises proposeront pour chacun d'eux, dans leurs PPSPS des mesures préventives. Elles pourront s'appuyer en cela sur les fiches éditées par l'OPPBTP. Les travaux suivants seront développés dans les PPSPS par les entreprises : <ul style="list-style-type: none">- réalisation et repli de balisages sous circulation ;- travaux au voisinage de réseaux sous tension ;- pose et dépose de bordures ;- surélévation de regards ou de trémies ;- méthodologie de blindage ;- manutention des coques préfabriquées ;- pose et dépose de la signalisation routière.	L.C.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	Cette liste n'est pas exhaustive.	

PREVENTION DES RISQUES LIES AUX MALADIES PROFESSIONNELLE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Surdité professionnelle	Le principal risque sur ce type de chantier est lié au bruit émis lors des travaux de : - démolition par B.R.H., par marteau piqueur, ... ; - sciage de l'enrobé existant, des bordures ou des dalles ; - rabotage des enrobés. Les salariés concernés par ces travaux ou se trouvant à proximité seront équipés de protections individuelles spécifiques. L'entreprise qui exécute ces travaux de démolition ou de sciage mettra à disposition des salariés concernés les E.P.I. nécessaires. Chaque entreprise fournira à son personnel des protections adaptées au travail à réaliser.	L.C.
Prévention par vaccination du personnel	La vaccination contre le tétanos est une mesure préventive minimale pour tous les corps d'�tat. En ce qui concerne celle pour la leptospirose, le choix appartient aux médecins du travail de chaque entreprise concernée. Leptospirose = maladie dont les vecteurs sont les rats et l'eau souillée. Les premiers signes pathologiques sont l'hémorragie du foie et une forme de typhoïde.	L.C.
Utilisation marteau piqueur	Syndrome du canal carpien : Marteau piqueur anti-vibratile	L.C.
Tous travaux exposés au bruit	Surdité : Matériel insonorisé, casques anti bruit Bouchons protection auditive (-23db) avec cordon,	L.C.
Utilisation huile,	Exposition : dispositifs d'extraction	L.C.
Peintures, décapants...	produit chimique, poussières : port de gants	L.C.
Travaux de démolition	Masque adapté au type d'agression	L.C.

Mesures générales

- ⇒ Afin de lutter contre ces risques, le choix des modes opératoires et des produits sera déterminant afin d'éviter les nuisances sur la santé par le bruit, les vibrations, la poussière, les gaz toxiques, le ciment, les charges lourdes.
- ⇒ En cas d'impossibilité, des matériels réduisant les nuisances à la source seront employés par :
 - Une réduction des bruits à la source.
 - Insonorisation, antivibratoires, etc.
 - L'aspiration de l'air pollués.
 - La ventilation des ouvrages, des locaux hors d'air.
 - L'utilisation de protections individuelles.
 - L'utilisation de moyen de levage.
 - En remplaçant ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou moins dangereux.
- ⇒ Les entreprises amenées à utiliser des produits toxiques ou dangereux pour la santé devront le mentionner dans leur PPSPS et joindre la fiche de données de sécurité et toxicologique des produits concernés.
- ⇒ Ces éléments devront être soumis à l'approbation du médecin du travail.
- ⇒ L'application de substances toxiques devra se faire dans des lieux suffisamment ventilés et en dehors de la présence d'autres entreprises
- ⇒ En cas d'impossibilité, il appartient à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la sécurité des autres intervenants.
- ⇒ A cet effet, l'utilisation de protections collectives sera privilégiée par rapport à l'utilisation de protections individuelles.
- ⇒ **Médecine du travail :**
 - Chaque entreprise de BTP, est rattachée à un organisme de contrôle médical, lié à l'adresse de son siège social (ou de son agence). En ce qui concerne, le personnel intérimaire, celui-ci doit avoir avec son contrat de travail, l'attestation médicale d'aptitude au poste de travail pour lequel il va être employé.
 - Ce certificat médical ne doit pas comporter d'aptitude au travail en hauteur ou/et au port de charges lourdes, voir fiche OPPBTP N° H1 F 01 96.

Air

Travaux, ouvrages dans atmosphères spécifiques

- ⇒ pollutions spécifiques :
 - éviter la production de poussières, vapeurs, produits irritants et / ou toxiques, gaz toxique
 - le captage à la source sera privilégié, avec l'évacuation des gaz, des odeurs, la ventilation mécanique et l'extraction des poussières
 - protection provisoire par panneaux étanches
- ⇒ moteur à combustion interne : ventilation mécanique des lieux (débit 50l/s/ch. pour les moteurs diesels, 180l/s/ch., port des EPI et notamment appareils respiratoires.
- ⇒ Locaux hors d'air : aspiration, ventilation
- ⇒ Ouvrages enterrés : les lieux sont considérés comme enceintes conductrices exiguës, et demande l'utilisation d'énergie en très basse tension (TBTS), avec transformateurs 230/25 V à l'extérieur, baladeuses alimentées également en très basse tension (TBTS), lampe frontale anti déflagrante pour évolution en zone 2 (présence épisodique de gaz), risque d'étincelles, échauffement, etc.
- ⇒ Dans le vide sanitaire : les lieux sont considérés comme enceintes conductrices exiguës, et demande l'utilisation de matériels électriques adaptés.
- ⇒ Pour les travaux générant de la poussière, les opérateurs doivent être équipés au minimum avec des masques PFM3 et des lunettes fermées, adaptés aux travaux.
- ⇒ Informer les salariés sur les risques pour la santé liés à l'inhalation des poussières contenant de la silice (perçement, sciage, ponçage du béton).

Pour les travaux de peinture ou de collage, les équipements à utiliser sont ceux indiqués sur les fiches de données de sécurité des produits fournies par le fabricant. Les lieux doivent être correctement ventilés. Ne pas fumer, pas de feu

Bruit

Les entreprises utiliseront du matériel insonorisé, d'un niveau sonore < au seuil de nuisance de 85 dB.

RAPPEL : 85dB (seuil de danger), 90dB (seuil des lésions), 130dB (seuil de douleur)

- ⇒ Limiter l'utilisation appareils vibrants, percutants (sites occupé).
- ⇒ Pour les travaux générant du bruit, les opérateurs doivent être équipés d'un casque antibruit : appareils vibrants, percutant, la benne à béton, malaxeur, perceur, découpeur.
- ⇒ Respecter les durées d'exposition. Les bruits ne devront pas dépasser les niveaux sonores autorisés et notamment par la réglementation municipale. Les moteurs d'engins seront équipés conformément aux arrêtés interministériels du 11 avril 1972.

Conditions de travail

Horaires :

- ⇒ L'intervention des entreprises en dehors des créneaux horaires normaux (7h00 / 17h30), sera soumise à l'autorisation du Maître d'Ouvrage
- ⇒ Il n'est pas prévu d'interventions, les dimanches.

Intempéries

Travaux avec des produits dangereux

Règles générales

Les produits chimiques, et plus particulièrement les peintures, devront avoir l'agrément de EVIAN avant toute utilisation.

- ⇒ Recueil des fiches toxicologiques. Fournir les fiches techniques et conditions d'emploi.
- ⇒ L'information des entreprises à proximité est à réaliser par l'entreprise utilisatrice.
- ⇒ Les dispositions seront prises afin d'éliminer tout risque d'explosion et d'intoxication dans le cadre de l'utilisation de résine, de peinture, de colle, de solvants, de matériaux d'isolation, de matière polyuréthane :
 - Ventilation, aération, extincteurs appropriés
 - stockage à l'extérieur des ouvrages. Il est préférable d'opter pour un approvisionnement à l'avancement des travaux.
 - balisage des zones de travaux, avec accès interdit, signalétiques avec interdiction de fumer.
 - l'entreprise transmettra au coordonnateur les fiches de données de sécurité, ainsi que les dispositions visées ci-dessus, avec une installation électrique adaptée aux risques.
 - Toiture : Pour les travaux d'étanchéité, 2 extincteurs par poste + 150 Kg sur l'ensemble de la toiture.

Produits chimiques

- ⇒ Toute utilisation de produits chimiques (goudron acidifié, résines, désactivant de surface béton, protecteur contre le désactivant, etc.), se fera avec les protections nécessaires (masques ou protection des voies respiratoires, lunettes, gants, combinaisons, masques, etc.).
- ⇒ L'avis du médecin du travail sur l'utilisation de ces produits sera annexé au P.P.S.P.S., ainsi que les fiches de sécurité et Environnement d'Evian.
- ⇒ Il est à noter que les produits seront validés par le service qualité

Découverte de produits dangereux, toxiques, amiantés

- ⇒ Arrêt immédiat du poste de travail, balisage, signalisation.
- ⇒ Remontée d'informations obligatoire.
- ⇒ Concertation entre Maître d'Ouvrage, Maîtrise d'Oeuvre et Coordonnateur.
- ⇒ Décisions.
- ⇒ Mise en place de procédures en accord avec le ou les entreprises.

Réalisé par
L.C.
Maîtrise d'Oeuvre
L.C.

Protection incendie

- ⇒ Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection incendie et de moyens adaptés aux risques créés, recensés (Ils seront signalés et interdits aux autres entreprises.
- ⇒ Mise en place de :
 - protections mécaniques ou autres, accès sécurisés, extincteurs, détection gaz, etc.
 - sur les engins et véhicules de chantier, sur les postes de travail par point chaud, dans les zones de stockage des produits inflammables.
- ⇒ Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre en place, si nécessaire, un dispositif de ventilation mécanique. Elles devront également signaler la zone de travail à risque.

CISSCT

Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans Objet

ANNEXE 1

**LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES
DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage à ce jour

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
LOT 01 REFECTION BARDAGES BAT LRSF	T			